

4. Déverser l'argent
va booster en note
des secteurs

Ecofrictions Le mirage de la recherche européenne

Les responsables de la politique de la recherche, à la Commission européenne, font fausse route depuis six ans, entraînant nombre de pays membres sur une mauvaise voie. Bruno van Pottelsberghe, professeur à l'Université libre de Bruxelles, en est convaincu. Il en fait la démonstration dans une note publiée, mardi 26 février, par l'Institut Bruegel, un cercle de réflexion bruxellois, spécialisé dans l'économie internationale, et réputé pour la qualité de ses travaux.

En 2002, la Commission, désireuse de mieux engager l'Europe dans l'économie de la connaissance, fixait comme objectif de faire passer la dépense de recherche et développement (R & D) de l'Union de moins de 2 % à 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2010. Les deux tiers de la R & D devaient être financés par les entreprises, et le reste par les gouvernements.

La France a fait sien cet objectif, maintes fois répété dans les discours politiques de tous bords. Elle a tenté d'augmenter la dépense publique pour la rapprocher du seuil des 1 % du PIB, ce qui est une gageure en période de resserrement budgétaire. Et elle a exhorté les entreprises privées à doper leur budget de recherche, en déployant de nouvelles subventions et avanta-

« Déverser de l'argent pour la recherche et développement dans des secteurs traditionnels est d'une efficacité minime »

approche française

ges fiscaux. Sans atteindre non plus le but fixé.

En 2006, la dépense européenne de recherche et développement se situait toujours en dessous des 2 %. Et dans aucun pays, même en Suède, meilleur élève de la classe, la dépense publique de recherche n'a atteint le seuil des 1 %. Alors que la Chine y est parvenue.

Car, estime M. van Pottelsberghe, l'objectif européen n'avait aucun sens. Pour deux raisons. La première est que certains secteurs, comme les technologies de l'information et de la communication, les biotechnologies et l'aéronautique, nécessitent, certes, de forts investissements en recherche. Mais ce n'est pas le cas du tourisme, de la mode ou de l'agroalimentaire. « Déverser de l'argent pour la recherche et déve-

loppement dans des secteurs traditionnels est d'une efficacité minime », estime-t-il. Les industriels n'ont donc aucune raison de le faire. Si l'Union veut vraiment atteindre son objectif, il faudrait qu'elle mène parallèlement une politique industrielle dirigiste en faveur des secteurs technologiques. Ce qui n'est guère dans l'air du temps !

La deuxième raison vient de l'observation des pays scandinaves. La Finlande comme la Suède ont des industries de haute technologie. Mais la dépense tant publique que privée de la seconde est bien supérieure à celle de la première. Parce qu'en Suède la recherche académique a créé un cercle vertueux.

La clé, estime l'auteur, est que les gouvernements se focalisent sur le financement d'une recherche académique de qualité, menée dans des universités jouissant d'une bonne autonomie et de dispositifs de transfert technologique efficaces. Tandis que l'Union européenne devrait instaurer les moyens d'améliorer le retour sur investissement de la recherche. En réduisant les coûts de délivrance des brevets ; en favorisant l'émergence d'un système d'aide financière européen pour les start-up. En un mot, en construisant un marché unique de la recherche. Ce qu'il n'est pas. ■